

COMMUNIQUÉ CONJOINT

**Projet de loi 66 : irresponsable et injustifié
au regard des enjeux environnementaux, sociaux et économiques**

Québec, le 20 octobre 2020 - Plus de 80 organisations environnementales et de défense des droits, syndicats, mouvements sociaux et citoyens, professionnel-le-s en environnement et aménagement du territoire, acteurs et actrices du milieu académique et de la santé de partout au Québec estiment que le gouvernement fait fausse route avec le projet de loi 66 en proposant une relance axée sur le béton qui ampute les exigences législatives et réglementaires en matière de protection de l'environnement et du territoire.

Les signataires appellent à une relance verte, juste et inclusive axée sur la santé et le bien-être des populations, le respect des droits et la résilience pour prévenir de futures crises. Cela doit passer par des projets à faible intensité carbone, véritablement structurants et inclusifs pour nos communautés, et qui ne mettent pas davantage en péril notre bien-être et notre environnement.

Les organisations signataires sont évidemment d'accord avec l'amélioration des infrastructures en matière de santé et d'éducation comme partie intégrante d'un plan de relance. C'est plutôt la manière dont le projet de loi 66 propose de relancer l'économie qui suscite de vives inquiétudes. En effet, le projet de loi ouvre la voie à un précédent dangereux : l'affaiblissement permanent des exigences visant à assurer la protection du territoire et de l'environnement. Les signataires déplorent notamment que le gouvernement détourne l'attention de projets visés par les mesures d'accélération et qui sont problématiques en raison de leurs risques environnementaux élevés, à savoir l'élargissement, le prolongement et la construction de nouvelles autoroutes et routes.

« Abaissement des exigences en matière d'environnement et d'aménagement du territoire, exemptions d'obtention d'autorisation dans certains cas, risques accrus de perte de milieux humides et hydriques et de dommages irréparables envers des espèces menacées ou vulnérables, divulgation d'information au public restreinte, limitation de la participation citoyenne à la prise de décision pour les projets aux risques environnementaux élevés... tout autant de mesures qui non seulement ne permettent pas de répondre aux enjeux sociaux révélés par la pandémie, mais viennent compromettre la gestion de la crise environnementale », indiquent les signataires.

Les signataires rappellent que d'autres solutions existent pour accélérer les délais. Rien ne justifie d'affaiblir les lois et la réglementation en vigueur. Bien au contraire, prôner une telle approche en pleine crise climatique et écologique serait irresponsable. « Il est temps de miser sur une relance qui garantit la protection du territoire, de la biodiversité et de l'environnement, qui ne laisse personne derrière et qui n'hypothèque pas encore davantage l'avenir de nos jeunes. Il s'agit de l'un de nos meilleurs remèdes pour

garantir la résilience de nos écosystèmes et le bien-être de la société québécoise, aujourd’hui et demain. », concluent les signataires.

-30-

ORGANISMES SIGNATAIRES DU COMMUNIQUÉ CONJOINT EN RÉACTION AU PROJET DE LOI 66

Geneviève Paul, directrice générale, Centre québécois du droit de l’environnement (CQDE)

Alice-Anne Simard, directrice générale, Nature Québec

France-Isabelle Langlois, directrice générale, Amnistie internationale Canada francophone

Colleen Thorpe, directrice générale, Équiterre

Sylvain Gariépy, président, Ordre des urbanistes du Québec

Martin Vaillancourt, directeur général, Regroupement national des conseils régionaux de l’environnement du Québec (RNCREQ)

Jacques Létourneau, président, Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Chantal d’Auteuil, directrice générale, Association des biologistes du Québec

Shanie Roy, coordonnatrice, Regroupement des organismes en défense collective des droits

Denis Bolduc, secrétaire général, Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ)

Dre Claudel Pétrin-Desrosiers, présidente, Association québécoise des médecins pour l’environnement (AQME)

Christian Daigle, président général, Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPO)

Eve-Marie Lacasse, coordonnatrice, Ligue des droits et libertés

André Bélanger, directeur général, Fondation Rivières

Patrick Bonin, responsable de la campagne Climat-Énergie, Greenpeace Canada

Diego Creimer, co-directeur par intérim, Fondation David Suzuki

Anne Dionne, deuxième vice-présidente de la Centrale des syndicats du Québec et responsable politique au mouvement des Établissements verts Brundtland (EVB-CSQ)

Rosalie Thibault, Coalition Étudiante pour un Virage Environnemental et Social (CEVES)

Alain Branchaud, directeur général, Société pour la nature et les parcs (SNAP Québec)

Christian Savard, directeur général, Vivre en Ville

Rébecca Pétrin, directrice générale, Eau Secours

Dominique Daigneault, présidente, Conseil central du Montréal métropolitain-CSN

Audrey Véronneau et Simon King, co-porte-paroles, La Planète S’invite en Ingénierie

Jennifer McKenna, Mouvement d’éducation populaire et d’action communautaire du SLSJ

Catherine Gauthier, directrice générale, ENvironnement JEUnesse (ENJEU)

Leïla Copti, présidente et fondatrice, COPTICOM, Stratégies & relations publiques

Priscilla Gareau, directrice générale, biologiste Ph. D. Env., Groupe Ambioterra

Adrien Guibert-Barthez, co-porte-parole, Coalition Fjord

Henri Jacob, président, Action boréale

Sophie Paradis, directrice pour le Québec, Fonds mondial pour la nature (WWF-Canada)

Valérie Lépine, Mouvement d’éducation populaire et d’action communautaire du Québec

Diane Messier, présidente, L’R des centres de femmes du Québec

Thibault Rehn, coordonnateur, Vigilance OGM

Hugo Fontaine Nemoto, président, et Annie Rochette, coordonnatrice aux Affaires Universitaires, Association Étudiante de Polytechnique

Martin Poirier, porte-parole, NON à une marée noire dans le Saint-Laurent

Patricia Posadas, porte-parole, Prospérité Sans Pétrole

Patrick Provost et Thierry Lefèvre, coordonnateurs, Regroupement Des Universitaires

Hélène Crevier, Mouvement citoyen Rive-Sud en Transition

André Bélisle, président, AQLPA Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique

Berthine Jean Glouzon, directrice générale, Association Coopérative d'Économie Familiale de l'Outaouais

Claude Vaillancourt, président, ATTAC-Québec

Jean-François Boisvert, président, Coalition climat Montréal

Emmanuel Rondia, directeur général, Conseil régional de l'environnement de Montréal

Roxane Tremblay, directrice environnement, CIMA+

Paul Casavant, président, TerraVie - fonds foncier communautaire

Pascal Bergeron, porte-parole, Environnement Vert Plus

Son Rihan, EcoTransitionMTL

Guillaume Jolicoeur, Comité de défense et de décolonisation des territoires - Victoriaville

Geneviève Malenfant-Robichaud, Pétroliques Anonymes

Odette Sarrazin, coordonnatrice, Regroupement vigilance hydrocarbures Québec (RVHQ)

Guy Boudreau, coordonnateur, Comité Vigilance Hydrocarbures de Lavaltrie

Joyce Renaud, présidente, Mobilisation climat Trois-Rivières (MCTR)

Colette Provost, présidente, Les oubliés de l'autobus

Christiane Bernier, porte-parole, Le danger de l'insecticide Bti sur la biodiversité

Michel Jetté, co-initiateur, Déclaration d'Urgence Climatique (DUC)

Olena Zotova, présidente, La Planète s'invite en santé

Nicholas Ouellet, co-porte-parole, avocat, Gazoduq, parlons-en !

Lucie Massé, porte-parole, Action Environnement Basses-Laurentides

Chantal Jolicoeur, Comité de vigilance Hydrocarbures de L'Assomption

Irène Dupuis, présidente, Lotbinière en transition

Nicole Racine, porte-parole, Comité de Citoyens Responsables de Bécancour

Geneviève Tremblay-Racette, coordonnatrice, la Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais (TROVEPO)

David Bouchard, coordonnateur, la Table ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Estrie

Vania Wright-Larin, coordonnateur, Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches

Yannick Boulay, coordonnateur, Centre communautaire Entre-Nous

Jacques Benoit, GMob (GroupMobilisation)

Normand L Beaudet, co porte-parole, CAER - Coalition Alerte à l'Enfouissement Rivière-du-Nord

Chantal Levert, coordonnatrice générale, Réseau québécois des groupes écologistes RQGE

Annie Tanguay, co-coordonnatrice, La Collective des femmes de Nicolet et région

Marion Toucas, directrice générale, Eureko!

Alain Marois, vice-président à la vie politique, Fédération autonome de l'enseignement (FAE)

François Duguay, coordonnateur, Association des groupes d'éducation populaire Centre-du-Québec (AGÉPA CDQ)

Sylvie R. Langlais, coordonnatrice générale, Centre de femmes Entre Ailes

France Simard, coordonnatrice, Mouvement Action Chômage Lac-Saint-Jean

Catherine Lussier, organisatrice communautaire, Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)

Lyse Cloutier, formatrice, Carrefour de participation, formation et ressourcement

Tristan Ouimet-Savard, coordonnateur, Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA)

Joëlle Thérien, agente de mobilisation et de communication, Centre de femmes du Haut-Richelieu

André-Yanne Parent, directrice générale, Le Projet de la réalité climatique Canada

Marguerite Rose, chargée de projet financement, membership et partenariats, Association québécoise Zéro Déchet (AQZD)

Louis Ramirez, co-fondateur, Extinction Rébellion Québec

Bertrand Fouss, Développement et partenariats, Solon

Karel Ménard, directeur général, Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED)

– 30 –

Sources :

Sophie Turri, Centre québécois du droit de l'environnement, sophie.turri@cqde.org, 438-979-7951

Anthony Côté Leduc, Équiterre, acoteleduc@equiterre.org, 514-605--2000

Diego Creimer, Fondation David Suzuki, dcreimer@davidsuzuki.org, 514-999-6743

Loujain Kurdi, Greenpeace Canada, loujain.kurdi@greenpeace.org, 514-577-6657

Martin Vaillancourt, Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement.
martin.vaillancourt@rncreq.org, 514 861-7022 poste 3523

Samuel Pagé-Plouffe, Vivre en Ville, samuel.page-plouffe@vivreenville.org, 514-714-6762